



LE PERCE- La vie ne s'apprend pas en prison MURAILLE



N°4 -
Juillet 2005

Snpes-PJJ/FSU : 54 rue de l'arbre sec 75001 Paris – tél. : 01.42.60.11.49 – fax : 01.40.20.91.62

**Le Perce-muraille, ou Casse-pierre est une plante qui pousse sur les murs,
les fragilise et finit par provoquer leur éboulement ... !**

Édito :

L'administration a présenté son « projet stratégique ». Il sera discuté en novembre en CTP national. E.P.M. et C.E.F. sont les principales ossatures de cette stratégie. Rien sur les hébergements, rien pour les personnels. Faisant fi de notre histoire éducative, l'administration centrale ose fêter les 60 ans de la P.J.J. début septembre ! Une commémoration qui se fait dans le mystère et dans le dos des personnels. Ceux-ci ne se reconnaissent en rien dans cette mascarade.

Qui sera présent ? Certainement un public trié sur le volet, « bien sous tous rapports », sûrement pas les personnels qui sur le terrain exercent quotidiennement leurs métiers dans des conditions qui se détériorent de plus en plus. Management, Indicateurs de performance, Précarité..... ces mots ne sont pas les nôtres !

Nous, nous serons en grève le 12 septembre pour manifester notre désaccord contre cette politique d'enterrement de la PJJ.

Nouvelles créations de collectifs anti-EPM

CCEPM 69 : C'EST POSSIBLE DANS LE RHONE, C'EST POSSIBLE PARTOUT !

Suite à l'annonce de la construction de l'EPM de Meyzieu, un nouveau collectif contre l'enfermement est en train de se développer dans le département du Rhône peu réputé pour son engagement militant et/ou syndical.

A notre grande surprise et malgré le peu de réactions des professionnels de la PJJ, le collectif contre la construction de l'EPM du Rhône a pu voir le jour.

Outre l'intérêt de nos partenaires militants habituels, sensibles à des interrogations partagées, à des luttes communes, les médias locaux relaient largement notre propos. L'écho qui a été fait à notre conférence de presse du 13 juin ne peut que nous inciter à continuer et à développer notre action dans la durée.

Nous souhaitons maintenant ouvrir le débat sur les questions de l'éducation vers un plus grand public qui ne trouve que des réponses simplistes et incohérentes dans les politiques actuelles. Nous allons organiser des réunions avec les parents d'élèves et participer à un colloque "Société, Police, Justice" qui aura lieu à l'automne.

Contact anti-EPM de Meyzieu

LDH 5 Place de Bellecour 69002 LYON (tél. : 06.10.36.83.54 ou www.ccepm69@hotmail.fr)

COLLECTIF ANTI EPM en ILE DE France..... ÇA DEMARRE !

Dans le cadre de la "semaine d'action pour la justice" organisée par la Ligue des Droits de l'Homme, le Syndicat de la Magistrature et le Syndicat des Avocats de France, le bureau départemental du 78 est intervenu à deux reprises (à Versailles et à Mantes) afin de dénoncer la politique sécuritaire à l'encontre des mineurs, la création des EPM et le risque de banalisation de l'enfermement que cette politique entraîne.

Ces interventions ont permis la prise de nombreux contacts dans l'objectif de la création d'un collectif anti EPM (l'EPM de Porcheville devrait ouvrir en 2007), collectif qui aura une dimension régionale, un autre EPM devant aussi ouvrir dans le 77. Une réunion régionale aura lieu en octobre. A suivre... Comptez sur nous pour vous tenir informés.

1945-2005 : DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE A LA SURVEILLANCE SANS ÉDUCATION Tous en grève le 12 septembre 2005 !

La DPJJ a décidé de célébrer le 60^{ème} anniversaire de la création de l'Éducation Surveillée les 12 et 13 septembre prochains.

Alors que les personnels n'en sont toujours pas informés, le service communication de la PJJ s'active pour faire de cet événement une occasion de vanter les nouvelles orientations mises en place à la PJJ. Issues des lois Perben I et II votées sous la pression sécuritaire, ces orientations sont présentées par la DPJJ comme progressistes et respectueuses de l'ordonnance de 45. La DPJJ prétend aussi réconcilier sanction et éducation en mettant la compétence éducative de la PJJ au service du suivi de l'exécution des peines. Conscients que la transformation des

missions éducatives de la PJJ est la conséquence d'une politique plus générale de pénalisation des populations les plus fragilisées et que cette politique s'applique de la même façon dans d'autres secteurs professionnels, nous devons faire entendre une voix différente des discours officiels et continuer à lutter contre la mise à l'écart et l'enfermement des jeunes en difficulté. **C'est pourquoi nous appelons les personnels à être en grève le 12 septembre pour être présents à l'ouverture des "festivités", pour participer à un meeting et à une conférence de presse en présence de nos partenaires associatifs, syndicaux, politiques et des collectifs anti-EPM.**

Succès de la journée contre la prison pour mineurs ! samedi 11 juin à Lavaur.

Guidés par l'image d'un bien triste « Petit Prince derrière les barreaux », plus de 300 personnes sont venues, écouter à Lavaur les arguments des opposants à la construction des 7 établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) prévue par la loi Perben de septembre 2002.

Dès le matin, à l'initiative de Sabine et de son groupe d'artistes, des dizaines de personnes ont déposé, partout dans la ville, des centaines d'affiches créées par Honoré pour alerter les habitants... sur ce qui pourrait arriver...si nous restons indifférents !

Le Théâtre du Fil et sa troupe d'une douzaine de comédiens ont déambulé sur le marché vauréen, plutôt bien perçus par les forains et les habitants. C'est dans une halle aux grains remplie que de nombreux participants sont venus écouter l'intervention de Jacques Bourquin, historien, axée sur les prisons pour mineurs à travers les siècles ; maison d'éducation correctionnelle, colonies agricoles, centres pénitentiaires. Toujours présentées abusivement comme éducatives ! En 1979, le ministre de droite Peyrefitte, préoccupé

par l'augmentation de la détention provisoire des mineurs et de la récidive qu'elle génère, supprime les derniers centres fermés.

« ... C'était trop court !! ont dit la plupart des participants ».

Hélène Franco, pour le Syndicat de la magistrature, parlant de l'époque actuelle, a dénoncé la politique de pleine répression du gouvernement, l'insécurité générée par la police (!) dans certaines cités, le manque de moyens financiers et humains consacrés à l'éducatif et à la prévention. A cet égard, l'abandon de l'esprit de l'ordonnance de 45 concernant les mineurs délinquants signifie bien le renoncement à l'éducation.

« Analyses percutantes et troublantes pour certains d'entre nous ! »

Eric Corsin, membre du Bureau national du SNPES, a rappelé les missions de l'institution PJJ auprès de tous les mineurs en danger, qu'ils aient ou non commis des délits. Il a dénoncé les bouleversements actuels et l'instrumentalisation des services au profit d'une politique exclusivement répressive orientée vers la prise en charge sous menace. Les choix budgétaires viennent ancrer durablement les orientations annoncées. Educateur

depuis plus de 20 ans, témoin de certains parcours de jeunes, il a démontré, avec émotion, comment il faut maintenir le choix de l'éducation dans la durée et dans les conditions de vie réelle.

Tout au long du débat, les élèves de la MJC de St Sulpice ont déclamé des paroles de détenus ; le public s'est laissé troubler par l'intensité et la qualité de l'expression.

La troupe du Théâtre du Fil, composée de jeunes en réinsertion, a accompli une excellente prestation, démontrant leur engagement dans ce projet qui les reconstruit et les fait se produire en véritables professionnels.

Jean-Paul Pujol à la guitare, poète et travailleur du chant social a nourri la flamme de la résistance entre culture rurale et culture urbaine.

Pour clore la journée, « la rue des pavots », un groupe local de jeunes bien rythmés par le ska du terroir a fait valoir ses textes sur fond de liberté dans les sons et lumières organisés magistralement par Benjamin.

Cette journée n'aurait pu se réaliser sans la présence et la bienveillance de Patrick.

GAAARDE A VOUS..... FIXE !

Un Juge des Enfants du tribunal de Marseille décide d'un placement en CEF pour un jeune garçon, à l'issue (de surcroît !) de son incarcération.

L'équipe éducative de milieu ouvert avait pourtant proposé une solution alternative, de nature éducative. Le JE maintient sa décision, le placement est organisé par le tribunal.

Il s'agit d'un placement contraint. Un éclair de lucidité permet de comprendre qu'il vaut mieux ne pas exiger de l'éducateur référent qu'il parte seul dans sa voiture avec le jeune pour parcourir les 350 kms qui séparent Marseille du CEF.

Il est envisagé un moment de faire faire le trajet au jeune garçon, encadré par les forces de l'ordre. Hélas, après avoir pris attache (si l'on ose dire) auprès de notre Administration Centrale, cette idée doit être abandonnée à regret : il ne semble pas tout à fait légal qu'un citoyen soit contraint par la police ou la gendarmerie sans être inculpé ou soupçonné de

quelque chose...

Ne reculant devant aucun obstacle, courbant l'échine pour mieux remplir sa mission de transporteur public, notre administration a enfin trouvé la solution :

Le Directeur régional PACAC (Monsieur Gerbet) a enjoint le Directeur départemental adjoint des Bouches du Rhône ainsi que la Directrice du CAE d'accompagner le jeune.

Et plus vite que ça !

Soyez donc prudents pour organiser vos week-ends : de l'éducateur au directeur départemental, vous risquez à tout moment une injonction touristique en campagne... (à la guerre comme à la guerre !)

Vous voyez qu'en ces périodes troubles, aux rejets nauséabonds, nul n'est à l'abri de telles vicissitudes !

REPOS... ROMPEZ LES RANGS !!!

BONNES VACANCES A TOUTES ET A TOUS ...